

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

Vendredi 1er octobre 1971,
à 10 h 50

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

Organisation des travaux de la Commission (suite)

1. Le PRÉSIDENT, en réponse aux observations faites par plusieurs représentants à la 1369^e séance, annonce aux membres de la Commission que la Conférence pour les annonces de contributions au Programme des Nations Unies pour le développement et au Fonds d'équipement des Nations Unies a été reportée du 18 au 25 octobre. Pour ce qui est de la reprise de la cinquante et unième session du Conseil économique et social, qui était prévue pour le 19 octobre, le Président et le Vice-Président du Conseil doivent se réunir prochainement afin d'examiner la possibilité d'en reporter la date.

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES et POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (A/8403)

2. M. JOSEPH (Australie) fait observer que l'inflation est devenue en 1970 et en 1971 un problème presque chronique dans les principaux pays industrialisés et que l'échec des remèdes traditionnels tient au fait que la situation actuelle est due à des facteurs différents des facteurs habituels, en particulier à la tendance des salaires à dépasser la croissance de la productivité réelle. Cette hausse des salaires et des autres revenus étant en outre, dans de nombreux cas, accompagnée par un chômage croissant, les gouvernements qui ont eu à faire face à ce double problème ont opté pour une aggravation de l'inflation. Cela étant, la délégation australienne tend à croire, comme le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, que tous les pays avancés devraient dans les conditions actuelles appliquer une politique des revenus. L'expérience a malheureusement prouvé que la chose est difficile; le plus développé des pays industrialisés s'y emploie à l'heure actuelle pour faire face à une situation sérieuse, mais il reste à voir ce qui se passera aux Etats-Unis à l'issue de la période de blocage des salaires et des prix. Evidemment, cette question concerne d'abord les Etats-Unis d'Amérique, mais, vu l'importance pour le reste du monde de la stabilité économique de ce pays, les autres nations ne peuvent qu'espérer qu'il donnera une suite efficace aux mesures initiales qu'il a dû adopter.

3. L'inflation a aggravé le deuxième des problèmes nouveaux qui se posent de plus en plus aux pays développés à économie de marché, à savoir le problème des courants de capitaux à court terme qui, plusieurs fois au cours des dernières années, ont atteint de telles proportions qu'ils ont ébranlé le système monétaire international. De même qu'en 1967 on a considéré que la dévaluation de la livre sterling a été précipitée en partie par la fuite de capitaux du Royaume-Uni, il a été dit que c'est la fuite de capitaux des Etats-Unis qui a entraîné la crise du mois de mai dernier. S'il est vrai que, dans l'un et l'autre cas, un élément important de spéculation est entré en ligne de compte, cette fuite massive de capitaux à court terme a été motivée en grande partie par les différences du taux d'intérêt dans les divers centres financiers. De l'avis de la délégation australienne, ces importants mouvements de capitaux sont un facteur permanent, du fait en particulier de la facilité avec laquelle il est possible de transférer des fonds d'un centre financier à un autre, des sommes considérables devenant ainsi disponibles aux fins d'investissement. Si ces mouvements de capitaux semblent inévitables, l'instabilité qui en résulte ne profite à personne, et la mise au point d'un mécanisme permettant d'assurer une meilleure coordination des politiques monétaires internationales et de compenser les effets à court terme des mouvements de capitaux est souhaitable. Certains pays sont allés jusqu'à recommander un contrôle effectif des mouvements de capitaux eux-mêmes, mais, en attendant d'avoir des renseignements plus détaillés sur les mesures proposées, la délégation australienne réserve sa position sur la question. Tout ce qu'elle peut dire pour l'instant est que les participants à la Conférence de Bretton Woods n'avaient en 1944 aucune raison d'inclure dans les accords des dispositions permettant le contrôle multilatéral des mouvements de capitaux.

4. Dans la mesure où la situation économique dans les pays industrialisés exerce une forte influence sur l'économie des pays en voie de développement, où le niveau des échanges internationaux continue de dépendre de changements cycliques dans la demande d'importations enregistrée dans les pays développés et où les pays en voie de développement doivent payer plus cher les biens d'équipement qu'ils importent des pays développés, tous les pays sans exception ont intérêt au rétablissement de la santé économique des pays industrialisés, d'autant plus que les courants d'aide souffrent fréquemment aussi de la situation économique et de l'instabilité monétaire de ces pays.

5. Passant à l'examen de la situation monétaire internationale à la suite des mesures annoncées par le Président des Etats-Unis le 15 août, le représentant de l'Australie pense qu'il était essentiel que le Gouvernement américain prenne des mesures rapides et concertées pour redresser la

balance des paiements du pays et rétablir la confiance dans la parité du dollar. Il faut reconnaître cependant que toute mesure prise par les Etats-Unis a, du fait même des dimensions de ce pays et du volume de son commerce extérieur, des répercussions inévitables sur tous les autres pays. Les Etats-Unis ont donc une responsabilité particulière à cet égard et doivent tenir compte des intérêts des autres pays qui, de leur côté, doivent faire preuve d'une certaine compréhension. Pendant 25 ans, les Etats-Unis ont été pratiquement les seuls responsables du bon fonctionnement du système monétaire international qui, depuis les accords de Bretton Woods en 1944, reposait sur le dollar. Les Etats-Unis ont donc dû s'abstenir de toute mesure unilatérale risquant de modifier la valeur de leur monnaie, et cette politique a été un élément essentiel du maintien de la stabilité financière internationale. Les Etats-Unis n'ont pas eu non plus, contrairement aux autres pays, la possibilité d'ajuster la valeur de leur monnaie en fonction de sa valeur réelle. Si cette situation était acceptable immédiatement après la seconde guerre mondiale, quand l'économie américaine était de loin la plus importante du monde, il n'en est plus de même de nos jours. Malheureusement, le redressement de l'économie des pays d'Europe occidentale et du Japon n'a pas été accompagné d'un ajustement progressif de la valeur de leurs monnaies. En fait, certains pays ont au contraire plutôt cherché à dévaluer leur monnaie par rapport au dollar au lieu de la réévaluer. Les mesures économiques annoncées le 15 août ont mis fin à cette situation. En suspendant la convertibilité du dollar et en informant la communauté internationale de la nécessité de déterminer de nouveaux taux de change, les Etats-Unis ont en fait indiqué qu'ils ne pouvaient plus continuer à subventionner à leurs dépens les échanges d'autres pays qui sous-évaluent délibérément leur monnaie par rapport au dollar.

6. Les difficultés actuelles de la balance des paiements américaine tiennent assurément aussi à d'autres raisons. Les Etats-Unis par exemple ont souvent été obligés de faire face à des restrictions commerciales en ce qui concerne en particulier leurs exportations de produits agricoles. Il est vrai cependant que d'autres pays, et l'Australie la première, sont également touchés par de telles restrictions. Par ailleurs, la prise en charge par les Etats-Unis des systèmes collectifs de défense dans le monde a eu pour effet de rompre l'équilibre économique entre les Etats-Unis et un grand nombre de pays industrialisés qui n'ont pas eu à assurer eux-mêmes le financement intégral de leur défense. Ce sont aussi les capitaux américains qui ont permis dans une large mesure de remettre sur pied l'économie de nombreux pays industrialisés après la seconde guerre mondiale, et les Etats-Unis avaient déjà des programmes d'aide pour les pays en voie de développement à une époque où la notion d'assistance commençait tout juste à apparaître dans la plupart des autres pays développés. Il importe donc de prendre en considération tous ces facteurs lorsqu'on étudie les origines des problèmes économiques et monétaires actuels.

7. Pour ce qui est des problèmes de fond qui se posent à l'heure actuelle à la communauté internationale, le plus important est celui de la confusion des échanges monétaires internationaux. Certains marchés sont partiellement ouverts, d'autres non, et l'incertitude générale quant aux

taux applicables aux diverses transactions n'est à l'avantage d'aucun pays. L'Australie souhaite vivement le retour de la stabilité dans le système monétaire mondial et souligne la nécessité de rétablir d'urgence la situation. Les autorités financières de l'Australie ont noté avec satisfaction que les Etats-Unis et d'autres membres du Groupe des Dix ont accepté d'examiner ensemble la question du réaligement des devises, de marges de fluctuation élargies, de la suppression des barrières commerciales et d'autres problèmes non financiers. Il ne sera certes pas facile de résoudre tous ces problèmes, mais l'Australie espère que des questions de prestige national n'empêcheront pas les membres du Groupe des Dix d'arriver rapidement à une solution.

8. Une fois résolu le problème actuel, il restera cependant la tâche à long terme de la réforme du système monétaire international. On a suggéré de mettre au point un nouveau système qui ne serait fondé ni sur le dollar ni sur l'or, mais sur un nouveau type de réserves, comme les droits de tirage spéciaux du FMI. L'Australie a déjà indiqué à la réunion du FMI qu'elle était prête à envisager un tel système, mais un certain nombre de problèmes doivent être pris en considération. En premier lieu, il importe de veiller à éviter une érosion du système des parités stables et à ne pas permettre à une trop grande souplesse de transformer ce système en un système de taux flottants. Il faudra ensuite accorder une plus grande attention au rôle des capitaux. Il est important en effet pour tous les pays que l'on parvienne à résoudre le problème actuel des courants spéculatifs sans porter atteinte aux courants de capitaux à plus long terme qui ont contribué de manière considérable à la croissance de la production et au développement du commerce dans le monde après la guerre. En troisième lieu, la question des soldes en devises est extrêmement délicate, et il convient de noter à cet égard le rôle clef du dollar dans le système actuel de réserves, où les soldes en dollars constituent 33 p. 100 environ du total des réserves officielles. Par ailleurs, il faudra veiller également à éviter tout excès en ce qui concerne l'émission des droits de tirage spéciaux, afin de ne pas les affaiblir. Il importe enfin de ne pas perdre de vue le rapport fondamental qui existe entre les questions monétaires et la gestion économique interne des pays, et il faudra en particulier examiner de plus près les éléments nécessaires pour parvenir à une politique efficace des revenus dans de nombreux pays industrialisés. De l'avis de la délégation australienne, tout nouveau système monétaire devrait aussi prévoir la possibilité pour les pays d'utiliser comme monnaies de réserve, outre la livre sterling et le dollar, un certain nombre d'autres devises étrangères et peut-être les droits de tirage spéciaux; on parviendrait ainsi à mieux répartir le risque tant en ce qui concerne les devises utilisées que les pays détenteurs. L'Australie voudrait enfin mettre la communauté internationale en garde contre le danger qu'il y aurait à abandonner un système avant d'avoir mis au point un autre système satisfaisant; elle rappelle que même dans le cadre d'un nouveau système les pays devront apprendre à faire fonctionner efficacement le processus d'ajustement de la balance des paiements.

9. En ce qui concerne la surtaxe de 10 p. 100 qui frappe actuellement les importations aux Etats-Unis, l'Australie n'ignore pas les raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont jugé nécessaire de prendre cette mesure draconienne dans

l'immédiat, mais souligne que, du fait même de leur poids dans l'économie mondiale et de leur influence sur les échanges internationaux, les Etats-Unis ont une responsabilité particulière et doivent veiller à ce que toute mesure visant à protéger leurs propres intérêts économiques tienne compte également des intérêts des autres pays. Cette mesure, qui a mis les autres pays, y compris l'Australie, dans une situation difficile, et dont l'effet ne se limite pas seulement aux échanges auxquels les Etats-Unis eux-mêmes sont parties, affecte certains pays beaucoup plus gravement que d'autres. Ainsi, 78 p. 100 des exportations de l'Argentine à destination des Etats-Unis sont touchées par ces mesures. En conséquence, l'Australie se joint à d'autres pays pour demander au Gouvernement des Etats-Unis de supprimer cette taxe aussitôt que possible, tout en se rendant compte que son abolition dépendra probablement d'un réalignement des taux de change et d'autres ajustements de la situation monétaire dans le monde.

10. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) relève deux tendances dans le processus du développement économique mondial. La première reflète le développement de l'économie et des pays industriels développés où se concentre la puissance économique et financière du monde capitaliste. Dans son discours liminaire, le Secrétaire général adjoint aux affaires étrangères et sociales a parlé de l'ébranlement profond qui secoue l'économie du monde capitaliste, aux prises avec une crise monétaire et financière aiguë. Ces phénomènes destructeurs ont pour origine la domination, au sein de l'économie capitaliste, du capital monopolistique qui a créé et constamment perfectionné un système mondial d'exploitation économique et d'assujettissement financier dont sont victimes les peuples de nombreux pays et de continents entiers. Les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se trouvent dans une situation particulièrement difficile, leurs possibilités économiques étant extrêmement restreintes face à l'emprise du capital monopolistique. Leurs économies n'ont pas encore réussi à surmonter les graves conséquences de la domination coloniale et se trouvent exposées aux pressions du néo-colonialisme. L'ensemble de ces circonstances risque de compromettre les tâches de la deuxième Décennie.

11. On peut relever une deuxième tendance dans l'économie mondiale, celle du développement de l'économie socialiste, qui représente une part importante de la production mondiale. Cette tendance se traduit par une croissance planifiée et accélérée de la production. Elle reflète les relations de coopération et d'entraide entre des hommes qui se sont fixé pour but la construction de la société communiste, société fondée sur le souci du bien-être de ceux qui créent des richesses matérielles et spirituelles. Le Conseil d'aide économique mutuelle a adopté cette année à sa vingt-cinquième session un programme complexe destiné à approfondir et à développer la coopération et à développer l'intégration de l'économie des pays socialistes. Ce document présente de l'intérêt pour tous les pays Membres de l'ONU et représente une contribution importante au développement de la coopération internationale sur les plans économique, scientifique et technique. Le programme adopté reflète les exigences et les perspectives du développement rapide des pays socialistes. Ce document définit l'intégration socialiste organisée de façon consciente et

planifiée par les parties et les gouvernements des Etats socialistes comme un processus de division socialiste du travail, de rapprochement des économies des pays membres du CAEM, d'égalisation des niveaux de développement économique, de formation de liens stables entre les branches fondamentales de l'économie, de la science et de la technique, d'élargissement et de renforcement du marché international entre pays socialistes et de perfectionnement de leurs échanges commerciaux et monétaires.

12. Conformément au programme adopté, les pays membres du CAEM continueront de développer leurs relations économiques, scientifiques et techniques avec les autres pays, et notamment avec les pays en voie de développement.

13. Les pays socialistes se sont engagés à coordonner leur politique du commerce extérieur en vue de normaliser les relations économiques sur le plan international, et avant tout de faire cesser la discrimination pratiquée dans ce domaine par les pays occidentaux et leurs groupements économiques fermés. La réalisation du programme doit se faire par étapes en prenant en considération les intérêts de chaque pays et de l'ensemble des pays socialistes. L'Union soviétique tient compte de ce processus d'intégration dans l'exécution de ses tâches économiques.

14. En Union soviétique s'est tenu en 1971 le 24ème Congrès du parti communiste de l'URSS, où ont été examinés les résultats du développement de l'économie soviétique au cours du huitième plan quinquennal et définies les tâches nouvelles du neuvième plan. Au cours du plan quinquennal précédent, le volume des investissements en capital s'est accru de 42 p. 100 (104 milliards de roubles), et 1 900 grandes entreprises industrielles ont été construites et mises en exploitation. Le produit national brut s'est accru de 42 p. 100 et le revenu national a atteint 77 milliards de roubles. La production industrielle a augmenté de 50 p. 100 et le taux de croissance de la production des biens de consommation s'est rapproché du taux de croissance de l'industrie lourde. Le taux de croissance de l'agriculture s'est également accru. Les salaires réels des ouvriers et des employés se sont accrues de 26 p. 100 et les revenus réels des kholkoziens de 42 p. 100. De même, au cours du plan écoulé, plus de 500 millions de mètres carrés de surface habitable ont été construits. Le Secrétaire général déclare, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/8401), que la production industrielle des pays membres du CAEM a connu un taux d'expansion annuel régulier de 8 à 9 p. 100. Le succès du huitième plan garantit la base matérielle du nouveau plan au cours duquel le revenu national doit s'accroître de 37 à 40 p. 100, la production industrielle de 42 à 46 p. 100, la production agricole de 20 à 22 p. 100 et le revenu réel des travailleurs de 33 p. 100. Les fonds de consommation sociale destinés à satisfaire les besoins essentiels de la population (soins médicaux gratuits, enseignement universel gratuit, assurances sociales et construction de logements) devraient être multipliés par 1,4, atteignant 20 milliards de roubles.

15. L'ensemble de ce programme aura une influence considérable sur l'établissement et le développement de relations économiques nouvelles entre les Etats, relations fondées sur l'égalité des droits.

16. De même que les autres pays socialistes, l'Union soviétique continuera, comme elle l'a toujours fait, à apporter son aide au progrès économique des pays en voie de développement et renforcera ses relations avec eux dans les domaines de l'économie, de la science et de la technique. Au cours de la période 1966-1970, l'aide accordée par l'Union soviétique aux pays en voie de développement s'est accrue de 54 p. 100 par rapport à la période 1961-1965. Au cours de la même période, le commerce de l'URSS avec ces pays s'est accru de 76,5 p. 100. Il représente actuellement 13,5 p. 100 du commerce extérieur de l'Union soviétique, contre 11,9 p. 100 en 1965.

17. L'Union soviétique participe aux activités de plus de 400 organisations internationales et est partie à plus de 7 000 traités et accords internationaux. Comme l'a déclaré le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'URSS, L. I. Brejnev, l'Union soviétique accorde une grande importance à l'Organisation des Nations Unies et s'efforcera, en même temps que les autres Etats épris de liberté et de paix, d'en faire un organe efficace de la coopération internationale en vue d'assurer le maintien de la paix et le respect des droits de l'homme. La conclusion d'accords à long terme, économiques, commerciaux, scientifiques et techniques avec des pays comme la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, la République fédérale d'Allemagne et l'Autriche offre une base au développement des relations commerciales avec ces pays. Cependant, le développement du commerce ne peut que souffrir de la politique de discrimination que pratiquent divers pays occidentaux et des groupes économiques fermés tels que la Communauté économique européenne. En outre, la politique des listes de produits "interdits", imposée par les Etats-Unis, continue d'entraver considérablement le commerce de nombreux pays. L'URSS s'élève contre toute discrimination de ce genre.

18. En ce qui concerne le développement de la coopération internationale, économique, scientifique et technique, dans le cadre de l'ONU, l'Union soviétique s'inspirera des principes définis dans la déclaration commune de huit pays socialistes sur la deuxième Décennie du développement et du progrès social du 21 septembre 1970¹. Il convient d'insister sur le fait que la croissance régulière et le développement rapide de l'économie des pays socialistes constituent une base solide de développement et de renforcement de la coopération entre pays socialistes, pays capitalistes industriels développés et pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

19. Cependant, il convient de relever une autre tendance dans le développement économique mondial. Cette tendance découle des lois du développement des pays capitalistes développés et des contradictions propres au type de production capitaliste. Le rapport du Conseil économique et social fait état de certaines manifestations de cette tendance. Cependant les auteurs du rapport ont fait tout ce qu'ils ont pu pour ne pas dire toute la vérité sur cette tendance du développement économique mondial, les contradictions qu'elle recèle et l'influence néfaste qu'elle exerce sur la situation des travailleurs des divers pays et sur l'économie du tiers monde.

20. Dans son livre *The Challenge of World Poverty*², M. Gunnar Myrdal a fait une critique sincère de la politique économique des monopoles dans le monde, expliquant le pillage auquel ils se livrent dans les pays en voie de développement, et il a demandé qu'on rejette la terminologie utilisée habituellement dans les études économiques afin de cacher le caractère nuisible de la politique de ces monopoles et que l'on appelle les choses par leur nom. Les bouleversements inouïs intervenus récemment, tels que le fait que le dollar ne soit plus convertible, attestent l'intensification de la crise générale du capitalisme. Celle-ci n'est que le reflet du caractère même de la production capitaliste et elle se traduit notamment par l'inflation et le chômage, comme les auteurs du rapport du Conseil économique et social ont été obligés de le constater. Ils ont noté qu'aux Etats-Unis la production a baissé, les prix ont augmenté et la balance commerciale est déficitaire depuis deux ans. Cette situation s'est encore aggravée notamment en raison d'importantes dépenses de guerre, de la course aux armements, du maintien de bases militaires à l'étranger et de l'assistance aux agresseurs; dans ce domaine, le Gouvernement des Etats-Unis a prévu de nouvelles dépenses d'un montant de 77 milliards 500 millions de dollars.

21. La crise économique des Etats-Unis se traduit également par une baisse de la production chez leurs partenaires commerciaux, vers lesquels les Etats-Unis exportent leur inflation, comme en témoigne l'augmentation de leurs prix, particulièrement en Grande-Bretagne et au Japon. Cette crise n'a pas empêché les mouvements de capitaux américains vers l'étranger. En 1969, les investissements américains en Europe s'élevaient au total à 3 milliards 300 millions de dollars alors que les pays de la Communauté économique européenne n'ont investi aux Etats-Unis que 1 milliard 100 millions de dollars. Les sociétés américaines ont continué à acheter des entreprises européennes et les obligations américaines à court terme détenues par les pays européens s'élèvent au total à 50 milliards de dollars, alors que les réserves en or des Etats-Unis ne permettent de convertir que le cinquième de ce montant. Ces faits montrent à l'évidence qu'au lieu de lutter contre la crise économique les Etats-Unis l'ont au contraire aggravée. Bien qu'elle fasse état de la gravité de la situation économique et financière du pays, la presse des Etats-Unis n'en révèle pas les véritables causes et elle en rejette la responsabilité sur les travailleurs des Etats-Unis et d'autres pays. Il n'est donc pas surprenant que, comme l'attestent le Manifeste des pays d'Amérique latine du 5 septembre dernier, la déclaration commune des pays du Marché commun du 13 septembre et la dernière réunion du Conseil du commerce et du développement, les pays intéressés se soient indignés des mesures prises par le Gouvernement des Etats-Unis. M. Makeev note par ailleurs que cette crise n'a fait que renforcer dans les relations économiques la tactique de position de force que les Etats-Unis avaient jusqu'à présent pratiquée essentiellement dans le domaine politique.

22. Les mesures prises pour remédier au déficit économique devraient se traduire dans le domaine politique, en particulier dans la politique étrangère des Etats-Unis, et ceux-ci devraient renoncer en particulier à maintenir des bases militaires à l'étranger et à soutenir les agresseurs. Au

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

² New York, Pantheon Books, 1970.

lieu de cela, on demande des sacrifices aux travailleurs en bloquant les salaires alors que les profits des monopoles continuent à augmenter. Ces mesures sont vouées à l'échec et elles prouvent une fois de plus que la société capitaliste est une société d'exploitation qui défend les intérêts d'une minorité au détriment des travailleurs.

23. Cette crise se traduit également par une aggravation de l'exploitation de pays en voie de développement qui ne sont pas encore indépendants par rapport aux pays étrangers. Au paragraphe 13, le rapport du Conseil économique et social (A/8403) signale à juste titre que l'inflation se traduit par une crise de confiance dans les pays en voie de développement et qu'elle vient s'ajouter aux facteurs qui entravent le progrès des pays en voie de développement.

24. Cette crise économique a un rapport direct avec les travaux de la Commission, notamment les points 12 et 45 (Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du Secrétaire général) de l'ordre du jour. Comment peut-on créer des conditions de stabilité, susciter le bien-être et le plein emploi, c'est-à-dire appliquer l'Article 55 de la Charte, si on ne cherche pas à aplanir les obstacles afin d'atteindre les objectifs de l'ONU ? Il faut définir les véritables problèmes ainsi que les moyens et les méthodes qui permettront de poursuivre le développement. L'écart existant entre les pays en voie de développement et les pays développés doit décroître au lieu d'augmenter. A cette fin, il faut prendre des mesures énergiques en vue de parvenir à un désarmement général et complet. Malheureusement, selon le rapport du Secrétaire général (A/8401), les dépenses consacrées aux armements dans le monde entier ont augmenté pour dépasser 200 milliards de dollars. Dans ce montant, la part des pays en voie de développement est d'ailleurs supérieure à 12 milliards de dollars alors que le montant consacré à l'assistance n'est que de 6 milliards 800 millions de dollars, compte non tenu des investissements privés. Les pays capitalistes développés continuent à se

livrer à un véritable pillage dans les pays en voie de développement et à pratiquer la discrimination dans leurs échanges commerciaux avec ces pays. D'après une enquête de la CNUCED³, les termes de l'échange se sont considérablement détériorés en 1970 pour les pays en voie de développement, les prix des matières premières n'augmentant que de 3 p. 100 alors que ceux des produits manufacturés ont augmenté de 6 p. 100. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial n'a donc cessé de décroître au cours de la dernière décennie; elle est passée de 21,3 p. 100 à 17,6 p. 100. Leur dette s'est accrue pour atteindre 60 milliards de dollars en 1970. Pour mettre fin à cet état de choses et pour développer l'économie de ces pays, il est indispensable de mobiliser toutes leurs ressources et de prendre des mesures touchant toutes les branches de l'économie, notamment de procéder à une réforme agraire, de redistribuer le revenu national et de soumettre le secteur privé aux intérêts nationaux. Ces principes ont été en majorité adoptés par l'Organisation, mais ils sont jusqu'à présent restés lettre morte du fait que certains pays développés refusent de les appliquer.

25. Au seuil de la nouvelle décennie, l'URSS, qui poursuit son propre progrès économique, a entrepris un programme pour la liberté et la défense des peuples, et elle continuera à travailler pour la paix, notamment en facilitant les mesures de détente dans les zones de conflit, en œuvrant pour l'application des conventions sur l'interdiction des armes nucléaires chimiques et bactériologiques ainsi que des conventions pour l'élimination du racisme, en assurant la protection de l'environnement et l'exploitation des ressources énergétiques, en développant les transports, en cherchant à supprimer les maladies les plus dangereuses, en explorant l'espace extra-atmosphérique et en poursuivant sa politique traditionnelle de coopération et de concurrence économique pacifique entre systèmes économiques différents.

La séance est levée à 12 h 10.

³ Document TD/B/369 et Add.1.